

COGELEC

Société anonyme au capital de 4.004.121,60 euros
Siège social : 370, rue de Maunit
85290 MORTAGNE-SUR-SEVRE
433 034 782 RCS LA ROCHE-SUR-YON
(la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 22 JUIN 2023

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire afin de vous soumettre les résolutions suivantes :

ORDRE DU JOUR

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire

1. Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
2. Examen et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;
4. Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées et approbation desdites conventions ;
5. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Patrice GUYET ;
6. Nomination de Madame Brigitte GENY en qualité d'administratrice ;
7. Nomination de Madame Dominique DRUON en qualité d'administratrice ;
8. Fixation du montant de la rémunération annuelle globale des administrateurs ;
9. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société ;

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire

10. Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;
11. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public ;
12. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ;
13. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
14. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-129-6 du Code de commerce ;
15. Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire ;
16. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées ;

17. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées ;
18. Délégation de pouvoirs à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce ;
19. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions.

Les rapports des Commissaires aux comptes et le présent rapport du Conseil d'administration ont été mis à votre disposition au siège social de la Société dans les conditions et les délais prévus par la loi.

I. MARCHE DES AFFAIRES SOCIALES

L'année 2022 a permis de générer une croissance de 15,9 % par rapport à 2021, toujours portée par le développement continu des ventes Intratone en France et par la dynamique commerciale en Europe.

Le chiffre d'affaires consolidé groupe a terminé à 59,7 M€ contre 51,55 M€ pour l'année précédente.

Les abonnements s'établissent à 16,6 M€ en 2022 contre 13,7 M€ en 2021, en augmentation de 21,1 %, et représentent sur l'ensemble de l'exercice 27,8 % du chiffre d'affaires.

A la fin de l'année 2022, le groupe comptait 329 collaborateurs, dont une majorité en France (264).

Au 31 décembre 2022, le groupe a constaté dans ses comptes sociaux et consolidés une perte nette de 0,935 M€ liée à l'arrêt de la version 1 de la clé Kibolt décidée en septembre 2021 qui s'explique principalement par la mise au rebut des stocks qui n'avaient pas été sortis sur l'exercice précédent. Ces coûts ont été comptabilisés en « Autres produits et charges opérationnels non courant ». Pour rappel, au 31 décembre 2021, le groupe avait déjà constaté une perte nette de 3,542 M€ en « Autres produits et charges opérationnels non courant ».

La nouvelle génération de clef Kibolt est toujours en cours d'industrialisation au 31 décembre 2022. La commercialisation de la V2 devrait débuter au cours de l'exercice 2023. La mise en place de sites pilotes a démarré en mai 2023.

Afin de financer le développement commercial de ses filiales, la Société a consenti une avance de 5,4 M€ au titre de 2022 soit un montant cumulé de 28 M€ au 31 décembre 2022. Ces avances font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 23 M€, concernant les créances rattachées aux filiales anglaise et allemande.

La Société a procédé à l'ouverture d'un showroom dans le centre de Paris en juin 2022 afin d'améliorer sa visibilité sur le marché et d'assurer de la formation à ses clients.

Le groupe est peu exposé aux conséquences du conflit en Ukraine et la Société n'a pas identifié de risque particulier propre à cet événement.

Néanmoins, les tensions sur les approvisionnements et le contexte inflationniste constituent une préoccupation pour le management, qui demeure attentif à la préservation des marges et au maintien de l'activité.

Le groupe reste attentif à la situation sur ses activités en France et en Europe.

II. APPROBATION DES COMPTES ET AFFECTATION DU RESULTAT

1^{ère} à 3^{ème} résolutions (à titre ordinaire)

Les premiers points de l'ordre du jour portent sur l'approbation des comptes sociaux (**1^{ère} résolution**) et des comptes consolidés (**2^{ème} résolution**) de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Les comptes sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 font apparaître un résultat déficitaire de - 11.315.377,62 euros.

Les comptes consolidés font ressortir un résultat déficitaire de - 291 936 € euros, au titre du même exercice.

Les comptes présentés ont été établis, conformément à la réglementation en vigueur, en référentiel IFRS s'agissant des comptes consolidés et en conformité avec les dispositions légales et réglementaires françaises s'agissant des comptes sociaux.

Le rapport de gestion du Conseil d'administration expose l'évolution de l'activité au cours de l'exercice écoulé.

Par ailleurs, la **3^{ème} résolution** vous propose d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice qui s'élève à - 11.315.377,62 euros au compte « report à nouveau » et d'apurer l'intégralité du « report à nouveau » débiteur par prélèvement sur le compte « primes d'émission, de fusion, d'apport » de la façon suivante :

Origine du résultat à affecter :

résultat de l'exercice 2022	- 11.315.377,62 euros
report à nouveau antérieur au 31 décembre 2022	0 euro
Total	- 11.315.377,62 euros

Affectation :

apurement par prélèvement sur le compte « primes d'émission, de fusion, d'apport »	- 11.315.377,62 euros
--	-----------------------

Après l'imputation susvisée sur le compte « primes d'émission, de fusion, d'apport » le compte « report à nouveau » sera intégralement apuré.

Nous vous proposons ensuite de procéder à la distribution d'un dividende de 0,29 euro par action correspondant à une somme totale de 2.464.013,13 euros, par prélèvement sur le compte « primes d'émission, de fusion, d'apport ».

En conséquence, après l'imputation et la distribution susvisées, le compte « primes d'émission, de fusion, d'apport » serait ramené de 7.338.959,64 euros à 4.874.946,51 euros.

Le dividende serait détaché le 30 juin 2023 et mis en paiement le 4 juillet 2023.

Concernant le traitement fiscal de la distribution de 0,29 euro par action que nous vous proposons, nous vous précisons, sous réserve de possibles ajustements liés aux éventuelles variations, que la distribution aura la nature fiscale, à hauteur de 0,29 euro environ, d'un remboursement d'apport ou de prime d'émission au sens de l'article 112 du Code général des impôts, non imposable pour les actionnaires personnes physiques résidant en France mais qui devra venir en réduction du prix de revient fiscal de l'action.

Nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des 3 exercices précédents.

III. APPROBATION DES CONVENTIONS REGLEMENTEES

4^{ème} résolution (à titre ordinaire)

Il vous est demandé d'approuver les conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du Code de commerce conclus au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022 et décrits dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Il est précisé qu'en application des dispositions légales en vigueur, les engagements et conventions réglementés déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice clos ne sont pas soumis de nouveau au vote de l'Assemblée Générale.

Nous vous demandons de prendre acte de ce qui précède et d'approuver les conclusions du rapport spécial des Commissaires aux comptes.

IV. EVOLUTION DES MANDATS

5^{ème} à 7^{ème} résolutions (à titre ordinaire)

Nous vous proposons de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Patrice GUYET (**5^{ème} résolution**), qui arrive à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale.

Son mandat serait renouvelé pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, qui se tiendra en 2026.

Des renseignements relatifs à Monsieur Patrice GUYET vous sont communiqués au sein du rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant au chapitre 2 du Rapport Financier Annuel 2022.

Par ailleurs, le mandat de Madame Lydie DELEBARRE, administratrice indépendante, arrivant à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale et ne faisant pas l'objet d'un renouvellement, nous vous proposons de procéder à la nomination de deux nouvelles administratrices, également indépendantes : Madame Brigitte GENY (**6^{ème} résolution**) et Madame Dominique DRUON (**7^{ème} résolution**).

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-18 du Code de commerce et de l'article 12 des statuts, Madame Brigitte GENY et Madame Dominique DRUON seraient nommées pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, qui se tiendra en 2026.

La nomination de ces deux nouvelles administratrices indépendantes permettrait à la Société de se conformer à la recommandation R3 du Code Middlenext, laquelle recommande que le Conseil d'administration comporte au moins deux membres du Conseil d'administration indépendants.

Les informations relatives à chacune des administratrices dont la nomination est proposée sont présentées en annexe au présent rapport.

V. REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

8^{ème} résolution (à titre ordinaire)

Il vous est demandé de fixer le montant de la rémunération maximum annuelle globale des administrateurs à la somme de 24.000 euros au titre de l'exercice 2023, qui sera librement répartie entre les administrateurs sur décision du Conseil d'administration.

I. AUTORISATIONS À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR OPÉRER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

9^{ème} résolution (à titre ordinaire) et 19^{ème} résolution (à titre extraordinaire)

Dans le cadre de la **9^{ème} résolution**, et conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, il vous est proposé de conférer au Conseil d'administration, l'autorisation de mettre en œuvre un programme de rachat par la Société de ses propres actions.

Cette autorisation serait donnée pour une durée de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale. Elle permettrait à la Société de racheter ses propres actions en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que les actionnaires de la Société en seraient informés par voie de communiqué.

Cette résolution prévoit que les rachats d'actions pourront être réalisés en période d'offre publique uniquement dans le respect des dispositions de l'article 231-40 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

La résolution présentée prévoit un prix maximum d'achat égal à vingt-trois euros et cinquante centimes (23,50 €), sous réserve d'ajustements.

Le nombre maximum d'actions pouvant être acquises par la Société est limité à 10% du capital et le montant maximum des fonds susceptibles d'être investis dans l'achat de ses actions est de cinq millions d'euros (5.000.000 €).

Dans le cadre de la **19^{ème} résolution**, nous vous proposons de conférer au Conseil d'administration l'autorisation de réduire le capital social par voie d'annulation, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des actions de la Société rachetées dans le cadre de toute autorisation donnée par l'assemblée générale des actionnaires en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.

II. MISE EN PLACE DES AUTORISATIONS FINANCIERES

10^{ème} à 18^{ème} résolutions (à titre extraordinaire)

Nous vous proposons de doter la Société des autorisations financières lui permettant d'émettre des actions ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et de choisir, en fonction des conditions de marché, les moyens les mieux adaptés au financement du développement de la Société.

Nous vous demanderons de consentir au Conseil d'administration, pour certaines de ces résolutions, la faculté de supprimer le droit préférentiel de souscription. En effet, selon les conditions de marché, la nature des investisseurs concernés par l'émission et le type de titre émis, il peut être préférable, voire nécessaire, de supprimer le droit préférentiel de souscription, pour réaliser un placement de titres dans les meilleures conditions, notamment lorsque la rapidité des opérations constitue une condition essentielle de leur réussite. Une telle suppression peut permettre d'obtenir une masse de capitaux plus importante en raison de conditions d'émission plus favorables.

L'objet de ces résolutions est précisé et commenté plus en détails ci-après. Par ailleurs, il est rappelé que le capital social de la Société est entièrement libéré.

- Plafond global des émissions

La **15^{ème} résolution** fixe le plafond nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des **10^{ème} à 14^{ème} résolutions** à un montant maximum de deux millions trois cent mille euros (2.300.000 €), étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec maintien du droit préférentiel de souscription en vertu de la **10^{ème} résolution** est de deux millions trois cent mille euros (2.300.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des **11^{ème} à 13^{ème} résolutions** est de deux millions trois cent mille euros (2.300.000 €) ;
- le sous-plafond applicable aux émissions réservées aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise en vertu de la **14^{ème} résolution** est de 1% du capital social.

- Augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription

La **10^{ème} résolution** permettrait au Conseil d'administration d'émettre des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Les valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société qui seraient émises en vertu de cette délégation pourraient notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires.

Dans le cadre de cette délégation, vous pourrez exercer, dans les conditions prévues par la loi, votre droit préférentiel de souscription à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible si le Conseil d'administration le prévoit, à la souscription des actions et/ou valeurs mobilières.

Cette délégation serait conférée pour une durée de 26 mois.

- Augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription

Les **11^{ème} et 12^{ème} résolutions** permettraient au Conseil d'administration d'émettre des d'actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires. Ces émissions pourraient être réalisées dans le cadre d'offres au public y compris en cas d'offre au public à un cercle restreint d'investisseurs ou à des investisseurs qualifiés (**11^{ème} résolution**) ou d'émission au profit d'une catégorie de personnes (**12^{ème} résolution**).

En effet, pour être en mesure de saisir les opportunités offertes par le marché et d'optimiser la collecte de fonds propres, nous considérons qu'il est utile de disposer de la possibilité de recourir à des augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Dans le cadre de ces délégations et de cette autorisation, vous ne pourrez pas exercer votre droit préférentiel de souscription. Il est néanmoins précisé que la 11^{ème} résolution prévoit la possibilité d'instituer au profit des actionnaires un délai de priorité de souscription à titre irréductible, et le cas échéant à titre réductible, ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire, pendant un délai et selon les modalités que le Conseil d'administration fixera, pour tout ou partie d'une émission réalisée dans le cadre de cette délégation.

La 12^{ème} résolution prévoit une suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes ci-après définie :

- des sociétés d'investissement ou fonds gestionnaires d'épargne collective français ou étrangers, investissant à titre habituel ou ayant investi au cours des 36 derniers mois plus de 5 millions d'euros dans les valeurs moyennes et petites exerçant leur activité dans les secteurs de la sécurité et/ou des nouvelles technologies, ou
- des sociétés ou groupes français ou étrangers ayant une activité opérationnelle dans ces secteurs, ou
- des sociétés ou groupes français ou étrangers ayant mis en place avec la Société un partenariat dans le cadre de la conduite de son activité,
- les créanciers détenant des créances liquides, exigibles ou non, sur la Société ayant exprimé leur souhait de voir leur créance convertie en actions de la Société et pour lesquels le Conseil d'administration de la Société jugerait opportun de compenser leur créance avec des actions de la Société,

étant précisé que le nombre de bénéficiaires, que le Conseil d'administration identifiera au sein de la catégorie ci-dessus, ne pourra être supérieur à trente (30) par émission.

Dans le cadre de la 11^{ème} résolution, le prix d'émission des actions nouvelles serait déterminé dans les conditions suivantes :

- i. le prix d'émission des actions nouvelles devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des trois (3) dernières séances de bourse sur le marché Euronext Growth Paris précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20 % ;
- ii. le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus ;

Dans le cadre de la 12^{ème} résolution, le prix d'émission des actions nouvelles serait déterminé dans les conditions suivantes :

- i. le prix d'émission des actions nouvelles sera déterminé en fonction des cours moyens pondérés par les volumes des actions ordinaires de la Société sur une période de trois (3) dernières séances de bourse sur le marché Euronext Growth Paris précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de 20% ;
- ii. le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus ;

La délégation et l'autorisation proposées aux termes de la 11^{ème} résolution seraient conférées pour une durée de 26 mois.

La délégation proposée aux termes de la 10^{ème} résolution serait conférée pour une durée de 18 mois.

- Option de sur-allocation

La **13^{ème} résolution** vous invite à autoriser le Conseil d'administration à augmenter le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, pendant un délai de 30 jours suivant la clôture de la souscription et dans la limite de 15% de l'émission initiale. Cette autorisation pourrait trouver à s'appliquer notamment dans l'hypothèse où le Conseil d'administration constaterait une demande excédentaire de souscription et déciderait en conséquence d'octroyer une option de sur-allocation conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce.

Le montant supplémentaire d'augmentation de capital susceptible de résulter de la mise en œuvre de cette autorisation s'imputera (i) sur le plafond individuel applicable à l'émission initiale et (ii) sur le plafond global fixé à la 15^{ème} résolution. Cette autorisation ne pourrait avoir pour effet d'augmenter ces plafonds.

Cette autorisation serait conférée pour une durée de 26 mois.

- Augmentations de capital réservées aux salariés

La **14^{ème} résolution** vous propose de déléguer votre compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société.

Le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Le nombre total d'actions résultant de la mise en œuvre de cette résolution ne pourrait excéder 1% du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que :

- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
- ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 15^{ème} résolution ;

Cette délégation serait conférée pour une durée de 26 mois.

- Actions gratuites et stock-options

La **16^{ème} résolution** vous invite à autoriser le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées. Il vous est proposé de limiter le nombre d'actions pouvant être attribuées à 10% du capital social.

La **17^{ème} résolution** vous invite à autoriser le Conseil d'administration à consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés liées. Le nombre d'actions émises lors des augmentations de capital résultant de la levée d'options de souscription d'actions consenties ne pourra représenter plus de 10% du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration.

Ces deux plafonds individuels seraient des plafonds distincts et autonomes et ne viendraient pas s'imputer sur le plafond global prévu à la 15^{ème} résolution. Ces autorisations seraient conférées pour une durée de 38 mois.

- Augmentation de capital par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres

La **18^{ème} résolution** vous invite à déléguer vos pouvoirs au Conseil d'administration aux fins d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres. Les

augmentations de capital susceptibles de résulter de cette résolution pourraient être réalisées, au choix du Conseil d'administration, soit par attribution gratuite d'actions, soit par élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou encore par l'emploi conjoint de ces deux procédés. Cette délégation, qui priverait d'effet toute délégation antérieure, serait conférée pour une durée de 26 mois.

*
* *

Votre Conseil d'administration vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote, pour les raisons ci-dessus exposées.

Le Conseil d'administration

Annexe – Informations relatives aux administratrices dont la nomination est proposée à l'Assemblée Générale du 22 juin 2023

- **Madame Brigitte GENY**



Madame Brigitte GENY a démarré sa carrière en 1987 chez Arthur Andersen puis EY à Strasbourg et Paris et exercé les fonctions d'associée d'audit et de conseil pendant 16 ans.

Elle a été commissaire aux comptes ou consultante dans de nombreux secteurs, notamment le secteur de la santé mais également l'industrie, les services, le retail et l'hôtellerie, BtoB ou BtoC auprès d'ETI et PME privées, de sociétés cotées (SBF 120, Euronext Growth) et de filiales françaises de groupes internationaux (US, Allemagne, Suisse, Chine, UK...).

Elle a rejoint en 2018 Synlab France, groupe de biologie médicale sous LBO, en tant que Directrice Générale Adjointe Finance, Juridique, Compliance et M&A avec pour feuille de route la structuration de la France en vue de l'introduction en bourse du groupe, jusqu'à fin novembre 2021. Elle a été membre de huit comités stratégiques d'entités du groupe Synlab.

Diplômée de l'ESCP, expert-comptable et commissaire aux comptes, elle a également obtenu le certificat des administrateurs de sociétés de l'IFA-Sciences Po en 2018.

Elle s'investit dans le bénévolat au sein de la DFCG, en tant qu'administratrice indépendante et VP du bureau Ile-de-France et le conseil opérationnel aux entreprises au travers de sa société Financière Performance.

Mandats et fonctions en cours :

Présidente de Financière Performance

Administratrice indépendante et Vice-Présidente du Bureau Ile-de-France de la DFCG

Mandats échus durant les 5 dernières années :

Associée d'audit et de conseil chez EY jusqu'au 31 décembre 2017

Directrice Générale Adjointe Finance, Juridique, Compliance et M&A chez Synlab France jusqu'au 30 novembre 2021

- **Madame Dominique DRUON**



Madame Dominique DRUON fonde Aliath en 2012, un cabinet de conseil et formation en gouvernance et de recrutement d'administratrices et administrateurs. Aliath place la stratégie et la RSE au cœur du dispositif de pilotage des conseils d'administration comme clé de performance et accompagne en ce sens les CEO des Grands Groupes, ETI, PME et Fonds d'investissement.

Depuis septembre 2021, elle est membre du comité stratégique du groupe familial PROVA, et administratrice indépendante de la scale up Entech Smart Energies suite à son introduction en bourse.

De 2019 à 2022, elle fut membre indépendante du conseil de surveillance du groupe industriel CLAYENS.

De 2015 à 2020, elle fut administratrice indépendante, membre du comité d'audit et du comité de nomination/rémunération du groupe coté LE BELIER.

Elle fut aussi, de 2013 à 2019, administratrice indépendante, présidente du comité de nomination / rémunération et membre du comité stratégique du groupe coté APRIL, et administratrice indépendante du groupe familial SCHUMACHER de 2016 à 2019.

20 ans de direction générale Groupe, France, UK, USA et Middle-East d'Altran, multinationale dans les technologies innovantes (cotée au SBF 120 avant son rachat par Capgemini) apportent à Dominique Druon une compréhension fine des exigences des dirigeants quant aux phases de croissance, structuration, internationalisation ou restructuration de leurs activités.

Dominique est par ailleurs guest speaker en gouvernance à l'INSEAD, l'IFA-HEC (programme de gouvernance dédié aux entreprises familiales), l'ESSEC, l'EM Lyon, Dauphine, et l'IFA-Audencia (programme de gouvernance dédié aux ETI).

Ingénieure, diplômée de l'UTC, et administratrice certifiée de l'ESSEC, business angel au sein du club Finance & Technologie, membre de l'IFA (Institut Français des Administrateurs), de l'APIA (Administrateurs Professionnels Indépendants Associés), du CDA (Cercle des Administrateurs), de WCD (Women Corporate Directors), de VoxFemina et du cercle Gouvernance & Equilibre.

Mandats et fonctions en cours :

Aliath : Présidente (depuis 2011)

Constella Conseil (holding) : Présidente (depuis 2022)

Entech Smart Energies : Administratrice indépendante et référente (depuis 2021)

Mandats échus durant les 5 dernières années :

Clayens : Membre indépendante du conseil de surveillance (2019/2022)

Le Bélier : Administratrice indépendante (2015/2020)

April : Administratrice indépendante, présidente du comité de développement durable, membre du comité stratégique (2013/2019)

Groupe Schumacher : Administratrice indépendante (2016/2019)
